

## **BIÉLORUSSIE**

### **Les autorités procèdent à de nouvelles arrestations tout en libérant un prisonnier d'opinion**

*Index AI : EUR 49/005/02*

La libération aujourd'hui du prisonnier d'opinion Andreï Klimov, bien que saluée par Amnesty International, a été éclipsée par l'arrestation d'au moins 50 personnes, hier, au cours de la manifestation pacifique du Jour de la liberté organisée dans la capitale biélorusse, Minsk.

« *Les quatre années d'emprisonnement d'Andreï Klimov illustrent le mépris flagrant des droits humains en Biélorussie et le peu de cas que font les autorités de la liberté d'expression dans ce pays* », a déclaré Amnesty International.

Les quatre années de cauchemar d'Andreï Klimov ont pris fin ce matin, lorsqu'il a été libéré de la colonie pénitentiaire UZ 15, à Minsk, et accueilli par sa famille et ses amis. Amnesty International avait adopté ce membre du Parlement biélorusse comme prisonnier d'opinion peu après qu'il eut été arrêté en février 1998 et accusé de malversations. Il a passé plus de deux ans en détention préventive avant d'être condamné à une peine de six ans d'emprisonnement dans une colonie pénitentiaire en mars 2000. Il a été relâché à 9 h 30 du matin après avoir purgé les deux tiers de sa peine.

Amnesty International estimait qu'Andreï Klimov, comme d'autres membres de l'opposition biélorusses, avait été délibérément pris pour cible par le président Alexandre Loukachenko, et que le chef de l'État voulait sanctionner le rôle de premier plan que cet homme avait joué dans la contestation de la dissolution forcée du Parlement démocratiquement élu en novembre 1996, et dans la procédure de destitution engagée contre Alexandre Loukachenko.

« *L'opposition d'Andreï Klimov au président lui a coûté quatre années de liberté. Les autorités biélorusses doivent veiller à ce qu'aucun autre opposant n'ait à payer un tel prix*, a souligné Amnesty International.

« *Pour commencer, les autorités doivent faire en sorte que tous les individus arrêtés hier au cours de la manifestation non autorisée mais pacifique du Jour de la*

*liberté, à Minsk, soient libérés immédiatement et sans condition. Toute personne incarcérée pour ses activités pacifiques d'opposant sera considérée comme un prisonnier d'opinion par Amnesty International.* »

D'après les informations recueillies, les policiers ont fait un usage significatif de la force pour appréhender des manifestants, qui ont été regroupés dans des cars et d'autres véhicules de police, puis conduits dans des centres de détention. Une quinzaine de contestataires ont apparemment passé la nuit au centre de détention d'Okrestina, à Minsk, et devraient probablement être jugés dans les jours à venir. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>**